

119, rue du Président Wilson
92309 Levallois Perret Cedex
Tél.: (1) 47.31.04.04

CIRCULAIRE N° 1/88

OBJET - Conditions d'assujettissement des séminaristes et des novices du culte catholique au régime d'assurance maladie, vieillesse et invalidité des cultes.

DESTINATAIRES - Associations, congrégations et collectivités religieuses du culte catholique.
Correspondants locaux de la CAMAC (pour information)

I.- OBJET DE LA CIRCULAIRE

Des difficultés apparues en divers cas, s'agissant de l'affiliation au régime des cultes des séminaristes et novices du culte catholique, ont amené la CAMAC et la CAMAVIC à consulter l'autorité hiérarchique du culte, pour que soient définis les critères de leur assujettissement au régime.

C'est l'objet de la présente circulaire.

Dans la mesure où l'application de ces dispositions pourrait avoir pour conséquence de provoquer la radiation de certaines personnes du régime, il a paru nécessaire d'explicitier à cette occasion les possibilités offertes par d'autres régimes, pour la couverture sociale des séminaristes et novices ;

C'est l'objet de la note d'information qui accompagne la présente circulaire.

II.- CRITERES DE L'ASSUJETTISSEMENT AU REGIME DES CULTES

1° - Séminaristes (clergé séculier)

Est considéré comme ministre du culte le séminariste qui, après l'acceptation de sa demande par l'Evêque, prononce officiellement lors d'une cérémonie publique un premier engagement.

Ce premier engagement fera l'objet d'une attestation écrite à envoyer au service commun.

Cette attestation écrite sera conforme au modèle unique arrêté conjointement par les Caisses des cultes et l'autorité hiérarchique du culte catholique. (un exemplaire en est présenté à la page 5 de la circulaire).

Il en résulte que les séminaristes n'ayant pas encore prononcé de premier engagement ne relèvent pas du régime des cultes.

Ils relèvent soit d'un autre régime obligatoire, soit de l'assurance volontaire, soit du régime obligatoire des étudiants s'ils poursuivent des études (voir la note d'information qui accompagne la présente circulaire).

2° - Membres des congrégations et instituts religieux

- CAS GENERAL

Est considéré comme membre d'une congrégation ou d'un institut, l'intéressé y ayant prononcé des vœux (profès).

Ces vœux sont habituellement temporaires et renouvelables jusqu'au prononcé des vœux définitifs ; ils attestent de l'entrée dans la congrégation ou l'institut et sont, dans la majeure partie des cas, constatés par un acte écrit.

L'affiliation au régime des cultes résulte alors de la constatation de ce premier engagement (par un acte écrit conforme à un modèle unique arrêté conjointement par les Caisses des cultes et l'autorité religieuse - se reporter à la page 5 de la circulaire).

- CAS PARTICULIERS

En certains cas, très rares au demeurant, les statuts, constitutions ou règlements des congrégations et instituts fixent des conditions différentes ;

L'affiliation au régime des cultes résulte alors de la réalisation des conditions définies par lesdits statuts ou règlements, que les congrégations ou instituts produiront au service commun à fin de justificatif de ces cas particuliers.

Dans l'un et l'autre cas, les personnes n'ayant encore prononcé les vœux, ou dont l'entrée dans la congrégation ou l'institut, aux termes des statuts ou règlements, n'est pas encore effective, ne relèvent pas du régime des cultes.

Elles sont donc à affilier selon le cas à leur régime professionnel (s'il y a lieu), soit à l'assurance personnelle, soit au régime des étudiants (voir la note jointe à la présente circulaire).

III.- REGULARISATIONS

A. CAS GENERAL

Pour des raisons pratiques, le service commun de la CAMAC et de la CAMAVIC considère comme acquises les situations déclarées antérieurement à la date de publication de la présente circulaire.

Il ne sera pas donné suite, en particulier, aux procédures de régularisation ouvertes à la suite de difficultés spécifiques, dans le cas de séminaristes, novices ou profès, déclarés en CAMAC sans qu'il y ait eu à l'époque affiliation corrélative en CAMAVIC. Les collectivités seront informées par notification individuelle.

B. CAS PARTICULIER DES SEMINARISTES ETUDIANTS

Un certain nombre de séminaristes ayant prononcé leur premier engagement sont affiliés actuellement au régime des étudiants pour leur couverture maladie ; ces personnes devront être radiées du régime des étudiants au 30 Septembre 1988 et déclarées par leur diocèse, en vue de leur affiliation aux régimes des cultes pour compter du :

1er OCTOBRE 1988

Cette date d'effet, prise en accord avec les Autorités de Tutelle des Caisses est prévue pour tenir compte des dates d'inscription et de radiation en vigueur dans le régime des étudiants.

Il est à noter, cependant, que les séminaristes qui poursuivront leur études pourront bénéficier de tous les avantages liés à la qualité d'étudiant (oeuvres universitaires, mutuelle complémentaire, etc...), alors même qu'ils ne relèvent plus pour leur sécurité sociale du régime des étudiants.

Le Service commun d'affiliation et d'immatriculation est à la disposition des responsables de collectivités pour répondre à toutes les questions que pourra poser l'application de ces nouvelles dispositions.

ATTESTATION DE LA COLLECTIVITE N°

--	--	--	--

JE SOUSSIGNE (E) _____
(Nom et prénoms de l'autorité canonique)EN QUALITE DE (1)

{	<input type="checkbox"/> Evêque ou son représentant pour les prêtres diocésains <input type="checkbox"/> Supérieur ou son représentant pour les religieux <input type="checkbox"/> Supérieure ou sa représentante pour les religieuses
---	--

ATTESTE PAR LA PRESENTE QUE LA PERSONNE CI-APRES DENOMMEE :

NOM Prénoms

- (1)
- | | |
|---|--|
| { | <input type="checkbox"/> S'EST ENGAGEE EN VUE DU MINISTERE PRESBYTERAL
<input type="checkbox"/> A FAIT SA PREMIERE PROFESSION
<input type="checkbox"/> EST ASSIMILEE A UN(E) RELIGIEUX(SE) |
|---|--|

EN VERTU DES CONSTITUTIONS DE L'INSTITUT, DONT L'EXTRAIT EST JOINT A LA
PRESENTE ATTESTATION (S'IL N'A DÉJÀ ÉTÉ DÉPOSÉ AU Service commun Affiliation-
Immatriculation).EN DATE DU

--	--	--	--	--

 (2)Fait à _____, le _____
Pour valoir ce que de droit
(Signature et cachet de la collectivité)

(1) (cocher la case correspondante)

(2) (veuillez ne pas omettre d'indiquer la date de premier engagement)

service commun

d'affiliation et d'immatriculation

119, rue du Président Wilson
92309 Levallois Perret Cedex
Tél.: (1) 47.31.04.04

NOTE D'INFORMATION

SUR LA PROTECTION SOCIALE DES RESSORTISSANTS DES DIOCESES ET INSTITUTS NE RELEVANT PAS DES REGIMES DES CULTES

Cette note ne vise que les personnes non assujetties au régime des cultes : séminaristes n'ayant pas prononcé leur engagement, postulants et novices des instituts religieux, familiers de ces mêmes instituts éventuellement.

Il s'agit donc d'une "population" très diverse au plan de l'âge, du niveau de formation parfois et au regard de sa protection sociale antérieure ; cette diversité des situations expliquant la diversité des solutions possibles.

A. - PERSONNES N'EXERCANT PAS D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

1 - PROTECTIONS POSSIBLES, FONCTION DE L'AGE

1° - Jusqu'à 21 ans

Il est rappelé que jusqu'à 20 ans, la personne qui n'exerce aucune activité professionnelle, reste ayant droit de ses parents ; à compter de cette date anniversaire et pendant 1 an (soit jusqu'au 21ème anniversaire), elle conserve le bénéfice du maintien du droit aux prestations du chef de ceux-ci et devra s'adresser à l'organisme gestionnaire de leur régime d'assurance maladie.

2° - du 21ème anniversaire au 27ème anniversaire

A condition d'être inscrit en qualité de demandeurs d'emploi auprès de l'ANPE, les jeunes de moins de 26 ans peuvent adhérer à l'assurance personnelle des jeunes à un taux réduit (cotisation égale à 2 fois le plafond journalier de la sécurité sociale en vigueur au 1er juillet de l'année de recouvrement. ex. : 934 francs en 1988).

N.B. Pour les novices et postulants, c'est plutôt la solution du paragraphe D.2 qui est à retenir (jeunes poursuivant des études dans des établissements ne donnant pas droit au régime des étudiants).

3°- au delà du 27ème anniversaire

L'adhésion à l'assurance personnelle au taux normal est alors possible (taux de la cotisation en 1988 : 8.908 francs, pour des revenus annuels inférieurs au plancher fixé à 58.410 francs).

Cette assurance rembourse les prestations en nature de l'assurance maladie du régime général ; elle est gérée par ce dernier et il convient de s'adresser aux caisses primaires et à leurs centres de paiement en vue des formalités d'adhésion.

POUR TOUTES CES CATEGORIES, LES RISQUES COUVERTS NE CONCERNENT QUE L'ASSURANCE MALADIE - PRESTATIONS EN NATURE (REMBOURSEMENT DES DEPENSES DE SANTE).

B.- PERSONNES N'EXERCANT PLUS D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

1 - ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Elles bénéficient, pendant un an, du maintien du droit aux prestations en nature au titre de leur ancien régime d'activité professionnelle.

Au-delà de ce délai, leur situation est la suivante :

Anciens salariés : ils peuvent adhérer à l'assurance personnelle (voir paragraphe précédent).

Anciens non salariés ou ayant-droit des non salariés : ces personnes peuvent s'adresser à la Caisse mutuelle régionale (CMR) du lieu de résidence correspondant, en vue de s'assurer à titre volontaire.

2 - ASSURANCE VIEILLESSE-INVALIDITE

Certains régimes proposent une assurance volontaire vieillesse-invalidité :

• LE REGIME GENERAL :

Il faut avoir été affilié obligatoirement pendant 6 mois au moins au régime général et que la demande soit présentée dans le délai de 6 mois qui suit la date de cessation de l'assujettissement, auprès de la Caisse primaire d'assurance maladie du lieu de résidence.

• LES REGIMES DE NON-SALARIES :

Peuvent s'affilier à un régime volontaire d'assurance vieillesse, les personnes qui tout en ne relevant pas à ce titre d'un régime obligatoire, participent à l'exercice d'une activité professionnelle non salariés (artisanale, industrielle ou commerciale).

Il faut s'adresser à la CANCAVA, 28 boulevard de Grenelle - PARIS 15^e (tél. 45.78.61.54) pour les professions artisanales, soit à la CAVICORG, 21 rue Boyer - PARIS 20^e (tél. 45.97.17.29) pour les professions industrielles ou commerciales. (L'on pense à certains instituts qui ont mis en place des structures artisanales ou commerciales comme support de leurs activités).

C.- LE REGIME DU TRAVAIL AU PAIR

Il s'agit, en ce cas (pratiqué par un certain nombre d'instituts notamment de vie contemplative, pour leurs jeunes en formation) d'un travail salarié dont la rémunération est exclusivement constituée d'avantages en nature : ce contrat est donc soumis aux règles générales édictées en matière de droit du travail et de la sécurité sociale (immatriculation de l'employeur auprès de l'URSSAF, de l'employé auprès de la CPAM du lieu de résidence).
(garanties : maladie, vieillesse, invalidité, retraite complémentaire...).

En matière de sécurité sociale, ce régime est le suivant :

- Exonération de la cotisation ouvrière ;
- Part patronale assise sur le salaire (c'est-à-dire les avantages en nature perçus par le travailleur au pair) évalué forfaitairement.

Nous donnons ci-après le tableau des assiettes et taux de cotisations en vigueur au 1^{er} janvier 1988.

COTISATIONS TRIMESTRIELLES ASSIETTES TAUX	LOGE NOURRI 26 jours/mois		LOGE NOURRI 30 jours/mois		LOGE NON NOURRI
	2 repas	1 repas	2 repas	1 repas	
	3.136 F	2.004 F	3.485 F	2.178 F	871 F
SECURITE SOCIALE Départements autres qu'Alsace Moselle (34%)	1.066	681	1.185	741	299
RETRAITE COMPLEMENTAIRE (4.80%) et CHOMAGE (6.90%) = 11.70%	367	234	408	255	102
TOTAL (S.S. + Retraite + Chômage) : Départements autres qu'Alsace Moselle (45.70%)	1.433	916	1.593	995	398

Ainsi, dans le cas d'une personne logée nourrie, 30 jours par mois, les cotisations annuelles totales (sécurité sociale + retraite + chômage) s'élèveraient à 6.372 francs.

D.- LA SITUATION DES ETUDIANTS

1 - Les jeunes qui poursuivent leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques supérieures, des grandes écoles et des classes préparatoires à ces grandes écoles, bénéficieront jusqu'à 26 ans (limite reculée du temps passé sous les drapeaux et dans certains cas tenant à la nature des études) du régime propre aux étudiants, limité aux prestations en nature de l'assurance maladie-maternité du régime général).

Les formalités d'inscription sont à la charge de l'établissement d'enseignement, auprès des organismes gestionnaires (MNEF....).

2 - Les jeunes qui poursuivent leurs études dans des établissements ne donnant pas droit au régime des étudiants peuvent adhérer, à compter de leur 21ème anniversaire à l'assurance personnelle du régime général en bénéficiant, s'ils ont moins de 26 ans, d'une cotisation réduite d'un montant identique à celui de la personne inscrite au régime des étudiants.

3 - Pour les personnes qui ne peuvent plus bénéficier du régime étudiants, (notamment en raison de leur âge) la MNEF propose un régime de prévoyance "soins médicaux - hospitalisation MNEF) couvrant les dépenses de santé correspondantes ; deux types de garanties sont offerts, l'un plus étendu que l'autre pour un montant de cotisation annuelle respectif de 2.800 francs et 3.400 francs. On pourra se renseigner auprès de cet organisme.

CONCLUSION

D'autres solutions que celles évoquées ci-dessus existent :

- l'engagement de la personne en tant que salarié (ou apprenti) par certains instituts possédant les structures nécessaires à cet effet ;
- auprès de compagnies d'assurance qui proposent des formules d'assurance de groupe très diverses et dans des conditions financières qu'il importe de bien peser à chaque fois, non seulement dans l'immédiat, mais aussi à moyen terme.

Le but du présent document est d'aider les responsables des instituts placés devant des choix parfois complexes entre des solutions qu'il n'est pas toujours facile de cerner avec précision ; il ne constitue en aucune façon une recommandation particulière pour telle ou telle "formule".

En tout état de cause, en effet, nous savons bien que la volonté d'assurer une protection sociale suffisante à chaque personne ressortissante d'un institut ou d'un diocèse, doit trouver sa conciliation avec ses possibilités financières. La décision qui doit alors être prise appartient en ce domaine, aux seuls responsables des instituts et diocèses et nous espérons simplement avoir ainsi un peu facilité leur tâche.
